JEAN-CHRISTOPHE ROMER

Le débat sur la défense

Le débat stratégique n'a pas attendu l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev pour commencer. Dès la fin des années 1970, des critiques, plus ou moins directes, ont été émises en URSS, à l'encontre de la doctrine stratégique alors en vigueur, la doctrine dite de Sokolovskii. Il est vrai que, depuis le début des années 1960, les relations politiques internationales, les techniques d'armements et l'équilibre mondial des forces avaient bien changé. Si les années 1960 ont été, en URSS, celles des exploits techniques et de la montée en puissance, les années 1970 furent celles de l'obtention de la parité, du rattrapage et des négociations. Pouvait-on, dans ces conditions, maintenir la même doctrine stratégique, quand bien même celle-ci correspondrait en fait plus à un projet politique global qu'à des conceptions strictement militaires ? Certes non, d'autant plus que, dans le même temps, les Etats-Unis n'avaient pas manqué de modifier à plusieurs reprises leur propre doctrine. Cela dit, dès qu'il est question de toucher à un édifice politico-idéologique, les choses se font très lentement, en URSS. Ce n'est donc que vers la fin des années 1970 que l'on verra apparaître les premières nuances dans le discours soviétique.

Néanmoins, avant que ne s'achève ce débat — pour autant qu'il soit achevé — il semble que les Soviétiques en aient engagé un autre, fondé sur une logique qui pourrait être celle d'un âge postnucléaire. Ce second débat, lancé, lui par le pouvoir politique au plus haut niveau, est une réponse au projet américain de guerre des étoiles et se veut un reflet de la « nouvelle approche » *(novoe*

mychlenie)[1] en matière de politique internationale. On ne peut, pour autant, opposer ce deuxième débat au premier, car ils paraissent plus complémentaires que contradictoires.

Sokolovskii périmé

Le débat sur la remise en question de la doctrine Sokolovskii a vraisemblablement été amorcé au lendemain de la signature des accords SALT I, en 1972, c'est-à-dire à un moment où le principe de la parité entre les deux super-puissances est reconnu. Mais les premiers signes visibles et publics du débat n'apparaîtront qu'en 1979. Certes, il ne s'agit pas encore d'attaquer de front le dogme en vigueur, mais soit de lui apporter des nuances, soit de le remettre en cause à la marge du système.

La principale de ces remises en cause frontales a été le fait d'un « observateur politique » qui a souvent eu le rôle de lanceur sinon d'idées, tout au moins de ballons d'essais : Fedor Bourlatskii. Dans le rapport qu'il présente au Congrès mondial de Science politique qui se tient à Moscou en 1979, il affirmera de façon tout à fait iconoclaste que « la guerre moderne est devenue absurde à cause du danger de l'extermination mutuelle ou de la possibilité de préjudices irréparables ». Or, cette conception était jusqu'alors rejetée et avait même été condamnée à plusieurs reprises (1954 et 1964)[2].

Du côté de la hiérarchie militaire, tout au moins d'une partie de cette hiérarchie, la critique du dogme ne sera pas aussi directe tout en étant bien réelle. On peut penser qu'à la tête de cette remise en cause par l'armée se trouve le maréchal Ogarkov, chef d'état-major général de 1977 à 1984. Le premier texte significatif apportant quelque nuance à la doctrine en vigueur est l'article qu'il signe dans l'*Encyclopédie militaire*, consacré à la « stratégie militaire ». La principale nuance apportée dans cet article touche le principe, admis depuis 1960, d'une future guerre mondiale nécessairement et immédiatement nucléaire. Une phrase de son article peut en effet être lue — mais l'ambiguïté n'est-elle pas le début de la remise en cause ? — et interprétée comme allant à contre-courant de ce

1. Officiellement traduite par « nouvelle pensée » ou parfois par « nouvelle mentalité », l'expression *novoe mychlenie* correspond en fait plus à une « nouvelle approche » d'une pensée qui reste inchangée. C'est cette traduction qui sera adoptée ici.

2. F. Bourlatskii, La prévention de la guerre mondiale et la planification de la paix universelle, in *La politique soviétique de paix*, Moscou, Ed. de l'Académie des Sciences, 1979, p. 80.

principe essentiel de la doctrine Sokolovskii. Pour le maréchal Ogarkov, en effet, une « guerre mondiale peut commencer et être menée pour un temps déterminé, avec les seuls armements classiques »[3].

En fait, c'est bien la lecture hétérodoxe qui a prévalu dans les années suivantes[4]. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en 1979 la bataille des euromissiles commençait et que l'hypothèse d'un conflit limité — nucléaire ou non — en Europe revenait de plus en plus sur l'avant de la scène.

En d'autres termes, autant l'armée, et notamment l'armée de terre, dans les années 1960 a eu du mal à s'habituer au fait que désormais, le missile intercontinental était devenu la « reine des batailles » autant, ceux-là mêmes qui avaient fini par en devenir les plus farouches défenseurs devaient-ils se faire à l'idée que l'avenir appartenait maintenant aux armements non stratégiques et surtout aux armes classiques de la nouvelle génération.

A partir de 1980-1981, le pouvoir politique se fera lentement à cette raison en infléchissant son discours politico-militaire. Après quelques années d'hésitation, la direction du PC adoptera donc, en termes certes moins abrupts, les conceptions lancées par F. Bourlatskii en 1979. Elle reconnaîtra que la guerre nucléaire mondiale conduirait à la destruction de la planète entière, après avoir admis explicitement la fonction dissuasive des armes soviétiques, le terme de dissuasion ayant été jusqu'alors réservé aux seules doctrines occidentales et donc connoté négativement.

Au début des années 1980, l'URSS va ainsi se trouver dans une situation d'inversion des positions de ceux que, pour simplifier, on qualifiera de « conservateurs » et de « modernistes ».

Ce sont des « modernistes », tels que Bourlatskii ou Ogarkov qui avaient avancé l'idée d'une guerre nucléaire suicidaire pour l'humanité et de la fonction explicitement dissuasive des forces soviétiques. Ce sont les « conservateurs » — Brejnev puis Tchernenko — qui en feront le fondement de leur discours politique. Mais cette inversion des positions a sa propre logique. Si, comme ont fini par l'admettre les « conservateurs », la guerre nucléaire conduit à l'élimination de toute vie sur terre, cela signifie également,

3. *Voennaia Entsiklopediia* (*Encyclopédie militaire*, Moscou, Voenizdat, t. 7, 1979, p. 564).

4. Une lecture « orthodoxe » reviendrait à considérer qu'une guerre mondiale peut être le résultat d'une dégénérescence d'un ou plusieurs conflits locaux et donc classiques. On retrouve cette hypothèse chez Sokolovskii, prenant ses exemples dans les crises de Suez de 1956 et de Cuba de 1961.

et en bonne logique clausewitzienne, que la montée aux extrêmes est inéluctable et que l'on mettra en œuvre tous les armements à la disposition des belligérants. Par conséquent, une telle guerre ne saurait être limitée dans l'espace pas plus, vraisemblablement, que prolongée dans le temps. Ceci peut justifier d'une part le maintien d'un important arsenal stratégique comme élément dissuasif et, d'autre part, permettre aux « conservateurs » de moins se préoccuper de la remise en ordre de l'économie qui, dans l'hypothèse d'un grand échange nucléaire, sera moins sollicitée que dans celle d'un conflit, prolongé dans le temps.

Par contre, si l'on envisage l'hypothèse de frappes sélectives et la mise en œuvre d'armes d'une nouvelle génération — nucléaires ou non —, il devient alors possible de prolonger cette guerre, de la limiter dans l'espace et par conséquent de rendre envisageable non seulement son déclenchement mais surtout l'obtention de la victoire — encore que cette notion n'ait jamais été absente des préoccupations soviétiques. Mais il est également indispensable, dans une telle hypothèse, de pouvoir garantir les arrières par une économie en bon état de fonctionnement.

Cette mise en avant de la thèse des modernistes a pu conduire à tirer des conclusions pour le moins hâtives sur l'abandon, par l'URSS, de l'idée d'un conflit mettant en œuvre des armes nucléaires. Certains textes publiés en URSS de 1984 à 1986 ont effectivement insisté sur le rôle des armes classiques ou sur l'importance d'une première phase conventionnelle dans une guerre mondiale[5]. Mais à aucun moment, ni nulle part, n'a été affirmé que l'URSS n'utiliserait pas l'arme nucléaire. Au contraire, dans chaque cas de figure envisagé par ces travaux est prévue l'hypothèse d'une bataille dans un environnement nucléaire et/ou chimique.

De ces grandes lignes du débat amorcé en 1979 et présentées ici, on peut tirer deux conclusions : une certitude et une hypothèse. La certitude est que la doctrine Sokolovskii est bien périmée. Cela a été dit et écrit très explicitement par les Soviétiques[6].

L'hypothèse est que ce débat n'aurait abouti à aucune conclusion définitive. Peut-être même a-t-il été interrompu avant son achèvement en raison de l'apparition d'éléments nouveaux ; d'où une certaine impression d'inachevé ou de confus et surtout l'absence

5. Voir notamment le manuel de tactique *Taktika*, Moscou, Voenizdat, 1984 et, dans une certaine mesure, la deuxième édition du *Dictionnaire encyclopédique militaire*, Moscou, Voenizdat, 1986.

6. Voir notamment M. Gareev, *Frunze-voennyi teoretik* (Frounze, théoricien militaire), Moscou, Voenizdat, 1985, p. 241.

d'un ouvrage de synthèse qui aurait énoncé la nouvelle doctrine ou tout au moins présenté un bilan de ce premier débat général.

Deux éléments ont conduit à un changement d'orientation du débat ; l'un, externe, est le lancement du programme IDS par R. Reagan, le 23 mars 1983 ; l'autre, interne, est le lancement, par M. Gorbatchev, de sa « nouvelle approche » en matière de politique internationale. De ce point de vue, le départ du maréchal Ogarkov de son poste de chef d'état-major général doit être considéré plus comme une péripétie que comme un facteur de changement, d'autant que celui-ci a gardé son influence dans l'évolution des débats.

L'IDS et l'URSS

Le lancement par R. Reagan de son Initiative de Défense stratégique (IDS) pourrait avoir profondément perturbé les stratèges — et les économistes — soviétiques. Parce qu'il s'agit d'une problématique en partie nouvelle, parce que le projet a suscité, aux Etats-Unis mêmes, un débat sur sa faisabilité — tout au moins dans son extension maximum telle que le conçoit le président américain — et, enfin, en raison du coût économique énorme d'un tel programme, les Soviétiques sont restés très longtemps perplexes quant à la réponse militaire concrète à donner à l'initiative américaine.

Certes, la réaction politique de principe a-t-elle été immédiate : une condamnation sans appel d'un système qui est perçu à la fois comme un renforcement de la capacité de première frappe américaine, comme un abandon du principe de la dissuasion, empêchant l'URSS de riposter efficacement à une agression nucléaire et comme un système déstabilisant, favorisant une course aux armements qualitativement nouvelle.

Cela dit, cette condamnation attendue n'a pas été complétée, comme il était de coutume dans le passé, par l'affirmation que l'URSS répliquerait en mettant en place un système d'arme identique. Pour la première fois, Moscou fera seulement savoir qu'elle y répondra par des « moyens appropriés », sans autre précision, tout au moins jusqu'à l'automne 1986. Ceci montre amplement l'embarras des Soviétiques face au programme américain. Le vide politique à la tête du PCUS ne peut, à lui seul, expliquer les causes de cet embarras.

Cela dit, l'absence de réponse concrète n'a pas empêché M. Gorbatchev d'élaborer une autre réponse politique qui pour être indirecte n'en était pas moins d'une grande habileté. L'objectif ultime

de l'IDS, tel qu'il est annoncé par R. Reagan, est de rendre l'arme nucléaire obsolète. C'est sur ce point que va répliquer M. Gorbatchev en proposant, le 15 janvier 1986, son plan de liquidation totale de l'arme nucléaire d'ici l'an 2000.

Pour utopique qu'elle soit, cette proposition ne doit pas pour autant être considérée sans intérêt. Son objectif politique premier et ce qui en fait également la grande habileté, est de répondre au discours de R. Reagan sur l'IDS : l'URSS est tout à fait d'accord pour rendre l'arme nucléaire obsolète ; non seulement, c'est réalisable mais en plus, on peut faire l'économie du programme de guerre des étoiles. Telle est la philosophie générale de la proposition du 15 janvier. Mais elle contenait également un autre aspect. A la lumière des propositions en matière de désarmement lancées par l'URSS depuis 1986, il semble que l'on puisse considérer ce texte comme le programme politico-militaire qu'entend suivre M. Gorbatchev dans ce domaine. A part certaines variations conjoncturelles — la non-prise en compte des forces tierces et même des nuances quant à l'exigence d'un abandon total de l'IDS par les Etats-Unis — qui ne sauraient être que provisoires, on constate que toutes les négociations en cours correspondent aux différents éléments du programme du 15 janvier : FNI, réduction de 50 % des arsenaux centraux, bruits sur une éventuelle option « triple zéro »... Tout ceci entre dans le cadre d'un plan parfaitement mis au point.

Pour ce qui concerne une réponse « technico-militaire » à l'IDS, on peut considérer qu'elle se fera en deux temps. Dans un premier temps, le général Maksimov, commandant en chef des missiles stratégiques, dans une déclaration à la presse, annoncera les contre-mesures que compte prendre l'URSS face à l'IDS. Il s'inspirera pour cela du travail, effectué par un « comité de savants soviétiques » et publié au printemps 1986[7].

Dans un deuxième temps, c'est M. Gorbatchev lui-même qui reconnaîtra l'existence d'un programme de défense stratégique mené en URSS, dans une interview à NBC, juste avant le sommet de Washington, mais d'un programme dont le coût devrait être nette-

7. Dépêche AFP du 1er décembre 1986 et *The large scale anti-missile system and international security* (rapport du Comité des Savants soviétiques pour la Paix, contre la menace nucléaire), Moscou, 1986, p. 50-60. Ces textes prévoient notamment : une saturation de la défense adverse (par une multiplication de leurres, par la mise au point d'ICBM à trajectoire variable, par une augmentation du mirage) ; des armes de destruction de stations spatiales (petits missiles, mines spatiales en orbite proche de l'objectif à neutraliser)...

ment inférieur à celui des Etats-Unis[8]. Affirmation qui ne diffère guère de celle du général Maksimov.

Tous ces éléments semblent montrer qu'à l'automne 1987, la direction politique est en voie d'achever sa réflexion stratégique et de mettre au point sa « nouvelle approche » dans ce domaine.

Gorbatchev et la « nouvelle approche » stratégique

La première victime des premiers pas de M. Gorbatchev dans la chose militaire semble avoir été la notion de dissuasion. Les avatars de cette notion depuis 1986 semblent démontrer que tout n'est pas encore définitivement fixé et que des réajustements sont encore nécessaires. Ils constituent également un bon baromètre de la position de M. Gorbatchev dans le débat politico-militaire.

De façon allusive à partir de son voyage à Paris en octobre 1985 puis très directement à partir du XXVIIe Congrès du PCUS en février 1986, M. Gorbatchev va s'attaquer très violemment à la notion de dissuasion. Ces attaques ne reprendront pas seulement les arguments utilisés en URSS dans les années 1960 et 1970 — une doctrine générant la course aux armements et visant à la supériorité militaire —, elles contiennent également une condamnation d'ordre moral : « Est amorale une situation où le monde entier est pris en otage nucléaire. »[9] Or, dès le printemps 1987, surtout à partir du mois de juin, des déclarations très officielles ou des articles dans des revues non moins officielles remettront en cause les analyses de la dissuasion selon M. Gorbatchev[10]. Dans l'ensemble, ces articles affirmaient que la « nouvelle approche » consistait à aboutir à une « suffisance raisonnable », tant quantitativement que qualitativement, des armements en présence, afin de maintenir une force capable de dissuader la partie adverse. Certes, il n'est pas précisé quel type d'arme doit servir à la dissuasion, mais son principe en est maintenu.

Il semble ainsi qu'il y ait eu divergence entre certains milieux politico-militaires et que, au moins provisoirement, M. Gorbatchev ait dû céder sur ce point. La « nouvelle approche » en matière stra-

8. *Pravda*, 2 décembre 1987.

9. Discours au XXVIIe Congrès, *Pravda*, 26 février 1986. Cette argumentation sera reprise et développée dans son discours au « Forum international pour un monde sans armes nucléaires », *Izvestiia*, 17 février 1987.

10. Voir notamment « Strategic stability under the conditions of radical arms reduction », étude du Comité des Savants soviétiques pour la Paix, Moscou, avril 1987 ; et, dans la presse quotidienne : *Krasnaia Zvezda* des 11, 18, 23 juin 1987, *Izvestiia*, 3 juillet 1987, *Pravda*, 10 juillet 1987...

tégique ne paraît pas faire l'unanimité et les réticences ne paraissent pas venir des seuls militaires mais également des experts civils des questions stratégiques.

Au cours de l'automne 1987, seront publiés plusieurs articles qui permettront de faire un point, au moins provisoire, de l'état du débat stratégique, en attendant la publication annoncée d'ouvrages encyclopédiques[11]. Deux articles, notamment, permettent de se faire une idée de la situation[12].

Certes, il ne s'agit pas encore d'une vision générale de la nouvelle stratégie militaire, mais d'éléments qui, très vraisemblablement, s'intégreront dans le discours nouveau. Une question à ce propos, reste néanmoins en suspens. Les conceptions développées par ces deux articles ne sont pas toujours convergentes, même si l'un et l'autre développent la notion de « suffisance raisonnable » qui paraît être le slogan de base de la « nouvelle approche » dans ce domaine. Ces deux textes sont-ils le reflet des deux principales positions qui ont émergé du (des) débat(s) ou bien correspondent-ils, au contraire, aux deux niveaux de la doctrine — politique et militaire — remis à l'ordre du jour par le maréchal Ogarkov ? L'un de ces articles est en effet signé par un officier général, l'autre par trois des principaux experts civils en matière stratégique.

L'article du contre-amiral Kostev reprend très largement les thèses du maréchal Ogarkov. Il rappelle ainsi les tâches « ultra-importantes » *(sic)* de la « nouvelle approche » : exclure la possibilité d'une guerre nucléaire et maintenir une « capacité de porter un coup puissant à tout agresseur, en réponse à son agression »[13]. Le principe de la « suffisance raisonnable » est, lui, défini comme devant « interdire une agression nucléaire qui puisse rester impunie, même dans les circonstances les plus défavorables »[14]. Cette définition — en fait une citation d'un article du général Iazov, ministre de la défense[15] — est également reprise dans l'article de V. Jourkine. Or, même si ce dernier article réfute l'interprétation de cette définition comme étant celle d'un principe de dissuasion minimum[16],

11. Voir notamment *Pravda*, 20 décembre 1986 et *Kommunist Voorujennyh Sil*, n° 5, mars 1987, p. 87-89.

12. G. Kostev, Nacha voennaia doktrina v svete novogo polititcheskogo mychlenija (Notre doctrine militaire à la lumière de la nouvelle approche politique), *Kommunist Voorujennyh Sil*, n° 17, septembre 1987, p. 9-15 et V. Jourkine, S. Karaganov, A. Kortunov, O razumnoi dostatotchnosti (La suffisance raisonnable), *SChA*, 12, décembre 1987, p. 11-21.

13. G. Kostev, *op. cit.*, p. 12 ; affirmations qui ne sont guère nouvelles !

14. G. Kostev, *op. cit.*, p. 13.

15. *Pravda*, 27 juillet 1987.

16. Jourkine *et al.*, *op. cit.*, p. 14-15.

les faits sont là : Une stratégie d'interdiction et la garantie de destructions inacceptables en riposte ! Qu'est-ce, sinon les principes mêmes de la dissuasion !

Renouant avec la logique « ogarkovienne », G. Kostev poursuit en affirmant que la guerre ne sera pas nécessairement nucléaire et que, par conséquent, il est nécessaire de se préparer à utiliser des « moyens de destruction, nucléaires, mais aussi classiques hautement efficaces », tout en développant parallèlement « le facteur humain » et la qualité du commandement[17].

Enfin — et c'est ce qui ferait plutôt pencher pour l'hypothèse de la non-contradiction entre les deux articles mais plutôt pour celle du reflet des deux aspects de la doctrine militaire — on peut relever la conclusion de l'article de G. Kostev : « Il est nécessaire de se préparer à la victoire tant sur le plan tactique qu'opératif, sans contestation, avec l'utilisation de n'importe quel type d'arme. »[18] Il est bien évident que les hérauts de la « nouvelle approche » ne sont pas chargés de promouvoir un tel discours, qui est le discours « technico-militaire », mais un discours « politico-militaire » que reflète sans doute plus le texte de V. Jourkine et de ses collaborateurs[19]. L'intérêt de cet article est plus de montrer les incertitudes ou les malaises du discours idéologique face à la « nouvelle approche » que de donner de celle-ci une définition précise.

Mais, un autre intérêt de cet article est de donner une réévaluation de l'ensemble du discours et de la politique militaires de ces dernières années, permettant d'inscrire la ligne nouvelle dans une perspective de continuité : la notion de « suffisance raisonnable » est ainsi placé dans une constante de la politique soviétique : réduction de ses troupes dans les années cinquante ; signature des accords SALT I et II...

En ce qui concerne la dissuasion, on l'a vu, les auteurs définissent une position soviétique qui correspond très précisément au contenu de son principe fondamental, mais en réfutent le terme — y compris celui de dissuasion minimum — arguant que la « suffisance raisonnable n'est pas une notion statique mais dynamique dont le contenu sera nécessairement modifié en fonction de la situation stratégique »[20].

17. G. Kostev, *op. cit.*, p. 13.
18. *Ibid.*, p. 14.
19. On peut relever qu'une version simplifiée de cet article, sous le même titre, par les mêmes auteurs, a été publiée dans la revue à usage externe *Temps nouveaux*, n° 40, octobre 1987, p. 13-15.
20. V. Jourkine *et al.*, *op. cit.*, p. 14-15.

On relèvera, enfin, ce qui paraît être un élément de discours nouveau en URSS et qui pourrait servir d'argument dans les négociations Est-Ouest à venir : le principe d'asymétrie. Alors que, dans le passé, les Soviétiques avaient toujours affirmé répondre aux Etats-Unis par des systèmes d'armes identiques, il semble maintenant que l'on fasse l'éloge des réponses asymétriques.

C'est l'IDS qui est, bien sûr, à la base de ce nouveau discours. Mais, rétrospectivement, ce principe a toujours, selon les auteurs de cet article, correspondu à la politique de l'URSS : les missiles intercontinentaux (ICBM) dans les années 50 en réponse aux bombardiers stratégiques américains, ou le refus de l'URSS de se lancer dans la course aux armements navals et notamment dans la construction de porte-avions.

L'argument, qui est certes un argument de poids, justifiant ce refus de « copier » les Etats-Unis, est que « l'Etat initiateur de la course aux armements cherche toujours à lier l'autre à sa propre culture stratégique »[21]. En d'autres termes, les mêmes armes ont tendance à conduire aux mêmes doctrines et, comme l'URSS ne peut admettre avoir les mêmes conceptions stratégiques que les Etats-Unis, elle y a, dans le passé — tout au moins selon ce discours, indéniablement neuf — toujours répondu de façon asymétrique.

Ce nouveau discours n'est pas sans poser à l'observateur au moins une question à laquelle il ne peut réellement répondre. S'agit-il d'une autocritique sur la rupture entre le discours et la réalité, en vigueur depuis les origines jusqu'en 1987 ? Ce qui reviendrait à sous-entendre que, dans la réalité, l'URSS aurait toujours adopté les mêmes concepts stratégiques que les Etats-Unis. Même si certains « informateurs-désinformateurs » soviétiques se plaisent à l'affirmer, on peut néanmoins douter de la réalité d'une telle interprétation. Dans tous les cas, il est vraisemblable que cette notion d'asymétrie — déjà utilisée pour les négociations sur les armes classiques en Europe — devienne un des thèmes favoris du discours militaire soviétique dans les temps à venir, y compris rétrospectivement.

Quelle conclusion, nécessairement provisoire, peut-on tirer de tous ces éléments ? On sait d'expérience d'une part que l'absence de puhlication de textes de fond dans un domaine — en l'occurrence la stratégie — est souvent le signe de l'existence d'un débat sur ce sujet. D'autre part, que lorsque des textes contradictoires commencent à paraître, c'est un signe d'achèvement de débat et que

21. *Ibid.*, p. 16.

l'annonce de la nouvelle ligne — par quelque texte officiel — approche. Ces deux articles de l'automne 1987 pourraient bien être ces signes marquant la fin des débats dans le domaine stratégique après une période de vide théorique que l'on peut faire remonter à 1985.

RÉSUMÉ. — *Lorsque M. Gorbatchev accède au pouvoir, les stratèges soviétiques poursuivaient deux débats. L'un sur la réévaluation de la doctrine Sokolovskii, l'autre sur la réponse à donner à l'IDS. Au vu de certains indices, de ces débats pourrait bientôt se dégager une nouvelle ligne.*